



**Madame la Ministre,**

L'Ordre national infirmier n'a jamais été une demande motivée de la profession. Aujourd'hui Le service de recouvrement IJCOF, au service de l'ordre national infirmier, intensifie et inonde de relances intimidantes les professionnel-le-s qui ne demandent qu'à assurer leurs missions auprès de la population. Serait-ce pour combler le déficit d'un ordre infirmier qui, depuis plus de 11 ans, ne répond pas aux aspirations de la profession?

Pour rappel, cette instance privée, avec des missions de service public, a été élue par moins de 14% des infirmier-e-s en France, du public, du privé et du libéral!!! C'est dire si cette structure est contestée par la profession.

A ce jour, seulement 225 000 / 600 000 infirmier-e-s sont inscrites à l'ordre infirmier. Et de quelle manière ? Pour la plupart sous la contrainte de directions des soins et encadrements éloignés de l'exercice professionnel des infirmier-eres

Cette instance n'est pas une demande des professionnels. Ils réclament la reconnaissance de leur qualification, avec un salaire à la hauteur de leurs missions et de leurs responsabilités, une évolution de leur formation initiale, de meilleures conditions de travail pour une meilleure qualité des soins.

La profession continue à refuser de s'inscrire parce qu'elle ne veut pas d'une instance disciplinaire supplémentaire et qu'elle refuse de payer pour travailler.

D'ailleurs, de nombreux députés voire ministres (mesdames BACHELOT et TOURAINE) ne s'y sont pas trompés en proposant des projets de loi dans la continuité de celui du député Yves BUR en 2010, celui de madame Touraine, avant qu'elle ne soit ministre de la santé, en mai 2011, et du député Jean-Marie LE GUEN en novembre 2012. Ils souhaitaient rendre facultatif l'adhésion à un ordre professionnel paramédical. Sans oublier la mission de la députée madame Le HOUEROU qui a déposé un amendement en ce sens pendant la discussion de la loi de modernisation de notre système de santé.

Il n'est pas admissible et juridiquement contestable de faire porter le financement d'une mission de service public sur les seuls professionnels.

La seule obligation que vous devez exiger de ces professionnel-le-s, c'est qu'elles et ils aient le Diplôme d'Etat infirmier et que celui-ci soit enregistré au fichier ADELI, auprès de vos services.

Nous revendiquons le libre choix d'adhérer, conformément aux principes démocratiques et aux droits constitutionnels.

Nous demandons que seul l'Etat contrôle l'accès à notre profession et sa régulation. Nous revendiquons l'abrogation de l'Ordre et la réattribution des personnels et des missions dans les services du ministère de la santé.

L'intersyndicale CFDT, CFTC, CGT, FO, SNICS-FSU, Sud santé sociaux, UNSA santé sociaux, majoritaire dans les établissements de santé et dans les établissements de l'Education nationale, souhaite vous entretenir rapidement sur ce sujet qui conduit la profession au sentiment d'incompréhension devant cette situation qui dure depuis 11 ans.

Veuillez recevoir, Madame la Ministre, nos salutations respectueuses.

L'intersyndicale

CFDT Santé Sociaux, CFTC santé Sociaux, CGT Santé Action Sociale, FO Santé, Snics-FSU, SUD santé Sociaux, UNSA Santé Sociaux,

**Contacts**

**CFDT Santé Sociaux :**  
47-49, avenue Simon Bolivar  
75950 PARIS Cedex 19  
01 56 41 52 00  
fdedieu@sante-sociaux.cfdt.fr

**CFTC Santé Sociaux :**  
34 quai de la Loire  
75019 PARIS  
01 42 58 58 89  
ccumin@cftc-santesociaux.fr

**CGT :**  
265 rue de Paris case 538  
93 515 Montreuil  
01 55 82 87 49  
sg@sante.cgt.fr

**FO :**  
153 Rue de Rome,  
75017 Paris  
01 44 01 06 00  
didier.birig@me.com

**SNICS FSU :**  
46 avenue d'Ivry  
75013 PARIS  
01 42 22 44 52  
cchantoiseau@neuf.fr

**SUD Santé Sociaux :**  
70 Rue Philippe de Girard,  
75018 Paris  
01 40 33 85 00  
contact@sudsantesociaux.org

**UNSA Santé et Sociaux Public et Privé :**  
11 rue Ernest Psichari  
75 007 paris  
01 45 51 98 29  
unsasantesociauxchristelle@wanadoo